

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN GERANIUM

134 rue de Beauvais
60280 Margny-Lès-Compiègne

Références : UDRD-2025-07-408
Code AIOT : 0100000269

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN GERANIUM implanté LES FONDS DU VAL RICARD LIEU DIT - PARCELLE AE 61 76660 CLAIS. L'inspection a été annoncée le 12/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a visité le chantier de construction du parc éolien GERANIUM de CLAIS en vue, notamment, de vérifier le respect des engagements pris par l'exploitant en matière de protection de la biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN GERANIUM
- LES FONDS DU VAL RICARD LIEU DIT - PARCELLE AE 61 76660 CLAIS
- Code AIOT : 0100000269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien GERANIUM de CLAIS constitue une extension du parc VIOLETTE voisin. L'entreprise est autorisée à exploiter 3 aérogénérateurs d'une hauteur bout de pale de 160 m et d'une puissance unitaire comprise entre 3.6 à 4.26 MW par arrêté préfectoral du 29 septembre 2022 modifié par l'arrêté complémentaire du 6 octobre 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Description des installations	Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 2 et 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Déclarations sur l'outil OREOL - ouverture du chantier	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Demande d'action corrective	7 jours
5	Autres risques à prévenir pendant la phase de chantier	Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.1. f	Demande d'action corrective	1 mois
6	Plantation d'arbres ou d'arbustes dans les jardins	Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.2.b	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 mois
7	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.1.d.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contribution aux inventaires du patrimoine naturel	Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.2.h	Sans objet
4	Protection de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.1.a.	Sans objet
8	Réalisation d'une étude géotechnique pour le dimensionnement des fondations	Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.1.c.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc en construction correspond au parc autorisé. Toutefois l'exploitant doit fournir à l'inspection un plan de masse à jour avec le nouveau découpage parcellaire. Il doit également déclarer sur l'outil OREOL la date de début de chantier.

L'exploitant a respecté les engagements pris en matière de protection de l'avifaune en réalisant un suivi ornithologique avant démarrage du chantier. En revanche, lors de la visite, l'inspection a constaté la disparition d'un linéaire d'environ 200 m de la haie le long du chemin d'accès. Il est demandé à l'exploitant de proposer sous 1 mois un plan d'actions pour la plantation d'un linéaire de haie d'environ 200 m de haie présentant les mêmes caractéristiques que la haie disparue.

Enfin, l'inspection a constaté la stagnation d'eau au pied de l'éolienne C et un rejet d'eaux pluviales canalisé au niveau de l'éolienne A qui bénéficie d'un système de drain.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Description des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 2 et 3			
Thème(s) : Situation administrative, Description des installations			
Prescription contrôlée :			
Article 2 - Installations autorisées			
Les dispositions de l'article I.3 intitulé « <i>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</i> » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2022 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes:			
Rubrique	Régime*	Libellé de l'installation	Caractéristiques
2980	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	Trois éoliennes d'une puissance unitaire comprise entre 3,6 et 4,26 MW et 1 poste de livraison hauteur totale maximale en bout de pales : 160 m puissance totale installée comprise entre 10,8 MW et 12,78 MW
*A : installation soumise à autorisation			
<u>Article 3 - Situation de l'établissement</u>			
Les dispositions de l'article I.4 intitulé « <i>Situation de l'établissement</i> » de l'arrêté préfectoral d'auto-			

risation du 29 septembre 2022 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Installation	Coordonnées NTF Lambert93		Commune Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)	Côte sommitale en extrémité de pale (en mètre NGF)	
	X					
EOLA	590228,2	6969979,7	L'Est du Mont Clais	AE 45	356	
EOLB	590472,6	6970284,7	L'Est du Mont Clais	AE43	372	
EOLC	590704,7	6970549,9	L'Est du Mont Clais	AE61	373	
Poste de livraison	590729,4	6970565,5	L'Est du Mont Clais	AE61	216	

»

Constats :

L'exploitant a indiqué que le modèle d'éolienne en cours d'installation est le modèle VESTAS V117. Le rotor a un diamètre de 117 m et la nacelle est située à 101 m de hauteur. La hauteur bout de pale de l'éolienne correspond donc bien au gabarit autorisé (160 m). Bien que ce modèle soit capable de fournir une puissance supérieure, l'exploitant a indiqué que les machines seraient bridées à 3,6 MW soit une puissance totale du parc de 10,8 MW correspondant à la fourchette basse de la puissance autorisée sur ce parc.

Lors de la visite, il a été constaté que 3 éoliennes sont en cours de construction à des emplacements cohérents avec les éléments du dossier de demande d'autorisation. Toutefois, il est apparu que les numéros de parcelles sur lesquelles les éoliennes sont positionnées ne correspondent plus aux numéros de parcelles cités dans l'arrêté du 06/10/2023 en raison d'un redécoupage parcellaire. Par ailleurs, l'exploitant ne disposait pas des coordonnées géographiques définitives des éoliennes au format LAMBERT 93 lors de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fournira sous 1 mois un plan du parc à jour présentant les nouveaux numéros de parcelle et les coordonnées géographiques exactes en LAMBERT 93 des 3 éoliennes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déclarations sur l'outil OREOL - ouverture du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, déclarations d'ouverture de chantier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs « et du (des) poste (s) de livraison ». Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « le dépôt d'un dossier » de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet « pour le renouvellement de l'installation » ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs « y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation » ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement « de l'installation » :« - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant avait bien informé l'inspection des installations classées par courriel du début du chantier de construction. Toutefois, il n'a pas déclaré dans l'outil OREOL la date de début de chantier.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant déclarera dans OREOL la date de début de chantier sous 7 jours et déclarera la date de mise en service du parc dans les 15 jours suivants la mise en service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Contribution aux inventaires du patrimoine naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.2.h
Thème(s) : Risques chroniques, dépôt légal de données de biodiversité
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions des articles L.411-1 A, L.122-1-VI et R.122-12 du Code de l'environnement, l'exploitant contribue aux inventaires du patrimoine naturel. Pour cela, il met en ligne sous 3 mois son étude d'impact, accompagnée des données brutes environnementales utilisées dans cette étude. Les données acquises à l'occasion des différentes campagnes de suivi seront également téléversées, sous un mois après obtention des conclusions. L'ensemble des études et des données seront mises en ligne sous un format ouvert et aisément réutilisable, au moyen de la plateforme « dépôt légal de données de biodiversité » mise à disposition et accessible à l'adresse suivante : https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel le certificat de dépôt DEPOBIO en date du 27/09/2021, concernant le jeu de données « Inventaire faune et flore projet Clais » de son étude d'impact. L'inspection a rappelé lors de la visite que toutes les données environnementales recueillies, notamment lors des suivis environnementaux prévus pendant l'exploitation du parc, devront également être téléversés dans la base DEPOBIO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection de l'avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.1.a.
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : Les opérations de terrassement ou de raccordement ont lieu autant que possible dans la période allant du 1 ^{er} août au 28 février de l'année suivante. Durant la période allant du 1 ^{er} mars au 31 juillet, le démarrage des travaux de terrassement n'est autorisé qu'après justification auprès de l'inspection des installations classées, par un organisme ou une personne compétente dans le domaine de l'ornithologie, de l'absence d'impact pour l'avifaune et plus particulièrement, de l'absence de risque de perturbation sur des éventuelles nichées présentes à proximité des zones de chantier. La justification qui explicite la méthodologie mise en œuvre est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, un suivi ornithologique de chantier est réalisé préalablement au démarrage des travaux. Les travaux sont adaptés aux éventuels enjeux ornithologiques découverts à cette occasion, et un balisage des secteurs à préserver est mis en place.
Constats : Le chantier de construction du parc éolien de CLAIS Géranium a été ouvert début septembre 2024. Les câbles ont été enterrés à partir du 06/09/24 puis la première phase de terrassement s'est

déroulée entre la mi-septembre et la mi-octobre. Les fondations ont été coulées ensuite jusqu'à la fin novembre. Une seconde phase de terrassement s'est achevée à la mi-décembre.

La majorité des travaux de terrassement et de raccordement ont donc bien eu lieu entre le 1^{er} août et le 28 février de l'année en cours.

L'exploitant a fait réaliser un suivi ornithologique le 14 août 2024 avant le début des travaux. Les cultures avaient été récoltées et les champs labourés, facilitant la recherche. Ce suivi n'a pas identifié d'enjeu ornithologique à protéger pendant le chantier, notamment il n'a pas été constaté de présence de nichées de Busard Saint Martin.

Les travaux ont ensuite repris au début du mois de mai 2025 : installation de la base vie, mise en place d'un container sur chaque plateforme, livraison des composants et des outils.

D'autres travaux mobilisant les sols ont été nécessaires pour la mise en place et le raccordement du poste de livraison le 17 juin 2025. L'exploitant a présenté lors de la visite un rapport du passage d'un écologue avant cette phase de chantier pour identifier un éventuel enjeu pour l'avifaune. Ce rapport a conclu à l'absence d'enjeu.

Ensuite, les premières grues sont arrivées pour réaliser le prémontage des deux premières sections des éoliennes.

La visite d'inspection a eu lieu pendant cette phase de prémontage. L'inspection s'est rendue sur les plateformes des éoliennes Ec et Ea. A proximité de chacune de ces deux éoliennes, l'inspection a constaté la présence de tas de terre végétale séparée pendant les phases de terrassement et destinées à être remise en place à la fin des travaux. Le poste de livraison a bien été peint en brun-vert pour favoriser son intégration paysagère tel que décrit dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

L'exploitant a prévu de finaliser le montage pour la fin du mois de juillet, l'arrivée des grandes grues étant prévue pour la semaine 29. Une phase de réception de travaux et de vérification de la conformité des éoliennes interviendra ensuite (commissioning). La première injection dans le réseau électrique est prévue pour le 8 août 2025. Le "take-over certificate" marquera le début de l'exploitation vers la fin du mois de septembre 2025. Une phase de remise en état des voiries, plateformes et pans coupés de 15 jours est également prévue. Un constat d'huissier interviendra avant la déclaration de fin de travaux.

Il apparaît que l'exploitant a bien mis en œuvre les suivis ornithologiques adéquats pour prévenir les risques pour l'avifaune en phase de chantier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autres risques à prévenir pendant la phase de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.1. f

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution et dégradation des boisements

Prescription contrôlée :

[...]

La mise en place du réseau électrique interne, et externe dans la mesure du possible, n'entraînera pas de dégradation des haies et autres couverts arborés, autres que prévues par le dossier de demande d'autorisation environnementale.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 23/06/25 le constat d'huissier en date du 6 septembre 2024. Celui-ci montre que la haie située le long du futur chemin d'accès aux éoliennes a été très grandement taillée, alors qu'elle était partiellement arborée comme le montrent les photos prises lors de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une partie de la haie sévèrement taillée commençait à repousser mais que la partie de la haie située le long du chemin a disparu à partir de l'éolienne B en direction de l'éolienne A. L'exploitant ne semble pas avoir directement détruit cette partie de la haie toutefois celle-ci étant directement concernée par le tracé du nouveau chemin d'accès au parc éolien, la haie a bien été détruite dans le cadre du projet d'aménagement. Les dispositions prises par l'exploitant n'ont donc pas été suffisantes pour préserver l'intégralité de la haie dans le cadre de son projet d'aménagement. Dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, l'exploitant s'est engagé à replanter une haie de même longueur et aux mêmes caractéristiques dans un périmètre de 6 km autour du parc éolien dans le cas où cette haie ne pourrait pas être conservée. L'exploitant dispose d'ailleurs déjà d'une convention foncière pour la plantation de haie en bordure de parcelle AE74 à proximité de l'éolienne C.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande donc à l'exploitant de proposer sous 1 mois un plan d'actions pour replanter un linéaire de haie d'environ 200 m de haie présentant les mêmes caractéristiques que la haie disparue.</p> <p>Il ne paraît pas pertinent de replanter la haie initiale située à proximité immédiate des éoliennes dans la mesure où elle devra être conservée la plus basse possible pour éviter de créer une zone attractive pour la faune volante susceptible d'être percutée par les pales des éoliennes. L'exploitant veillera donc à respecter les recommandations EUROBATS d'éloignement des éléments boisés à au moins 200 m des éoliennes pour éviter un impact négatif sur la faune volante.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Plantation d'arbres ou d'arbustes dans les jardins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.2.b</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, mesure d'intégration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du réseau électrique interne lié au parc est enterré.</p> <p>Pour diminuer l'impact visuel, l'exploitant étudie la possibilité de mettre en place une plantation d'arbres ou d'arbustes dans les jardins (à la charge de l'exploitant) sur demande des propriétaires qui seraient visuellement directement impactés par le parc.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de réseau électrique aérien sur l'emprise du chantier de construction des éoliennes.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il procéderait après mise en service du parc à une pé-</p>

riode de recensement des éventuelles plaintes pour nuisances acoustiques ou visuelles ainsi que des éventuelles perturbations des signaux audiovisuels et mettrait en œuvre les dispositions adaptées pour réduire l'impact de son parc, y compris des plantations le cas échéant. Pour faciliter la communication avec les riverains, il a prévu de leur envoyer une lettre lors du début d'exploitation et d'organiser une inauguration du parc avec la communication de ses coordonnées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection les éléments justifiant des actions menées envers les riverains pour recenser les éventuelles nuisances occasionnées par le parc. Il transmettra à l'inspection **un an après la mise en service du parc**, le bilan de ces recensements et, le cas échéant, des actions menées pour réduire l'impact du parc pour ses riverains.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 mois

N° 7 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.1.d.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque de ruissellement

Prescription contrôlée :

La zone d'implantation des éoliennes, les aires de grutage, ainsi que les chemins d'accès à l'installation sont aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'un ruissellement supplémentaire par rapport à l'état initial, de nature à entraîner ou à aggraver des problèmes d'inondation en aval.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales éventuellement nécessaires visent prioritairement des techniques d'infiltration (noues, bassins d'infiltration) dimensionnées pour une période de retour centennale (7 m^3 pour une surface de 100 m^2 aménagée). En cas d'impossibilité de gestion par des organes d'infiltration adaptés, le dimensionnement des organes de gestion (bassins de rétention...) prend en considération un débit de fuite vers le milieu naturel de 2 litres/seconde/hectare de surface imperméabilisée, établi sur la base d'une pluie centennale.

Constats :

L'exploitant a réalisé une étude hydraulique en avril 2024 comprenant une analyse bibliographique, des expertises de terrain et une modélisation hydrologique simplifiée. L'objectif de cette étude était de rechercher la "transparence" hydraulique du parc éolien durant les ruissellements et de répondre à la doctrine départementale de la DDTM en matière de gestion des eaux pluviales. Elle conclut que les éoliennes sont implantées en dehors des axes de ruissellement mais que la nature des sols est plutôt défavorable à l'infiltration des eaux pluviales. La perméabilité retenue est de $3,4 \text{ mm/h}$ pour l'ensemble de la parcelle.

L'inspection a constaté la stagnation d'eau au pied de l'éolienne C, notamment dans l'interstice entre les fondations béton et le mât, le dernier joint béton qui doit être coulé dans cet interstice n'étant pas encore en place.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'éolienne A avait été dotée d'un système de drain. L'inspection a constaté qu'une sortie des eaux pluviales était positionnée en bordure de parcelle pour un déversement dans une parcelle arborée située en contrebas et présentant un fort dénivelé.

L'exploitant n'a pas su expliquer comment il s'assurait du respect du débit de fuite vers le milieu naturel de 2 litres/seconde/hectare de surface imperméabilisée sur cet ouvrage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires sous 15 jours pour prévenir la stagnation des eaux pluviales sur le parc, notamment au pied de l'éolienne C et éviter à la fois une fragilisation des fondations et la création d'un milieu attractif pour la faune volante. Il transmettra à l'inspection sous 15 jours un descriptif du système de drain mis en œuvre sur l'éolienne A et justifiera que le débit de fuite est respecté pour le rejet des eaux pluviales au milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Réalisation d'une étude géotechnique pour le dimensionnement des fondations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2022, article II.1.c.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque de chute
Prescription contrôlée : Une étude géotechnique est réalisée pour chacune des fondations des aérogénérateurs afin de préciser la stabilité du sol, les caractéristiques du sous-sol, la présence ou non de cavités, la présence d'aquifère superficiel et de dimensionner les ancrages adaptés. Cette étude conduit, le cas échéant, à la mise en œuvre des actions nécessaires afin d'éviter les risques associés à ces éléments. Cette étude et les éléments documentaires faisant suite aux actions éventuellement mises en œuvre sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 23/06/2025 l'étude géotechnique réalisée pour le dimensionnement des fondations du parc. Les diamètres des fondations sont de 19,6 m pour les éoliennes A et B et de 22,6 m pour l'éolienne C avec une profondeur de 3 m.
Type de suites proposées : Sans suite